

## Réunion des 9 organisations de retraité·es Compte-rendu INTERNE du 10 juin 2025

La réunion s'est tenue dans les locaux de la FGR-FP, de 14 h à 16 h 30. Neuf organisations étaient présentes (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires). L'UNIRS Solidaires était représentée par Gérard Gourguechon et Patrice Perret.

### Contexte et action du 20 mars

La FGR-FP, organisation invitante, introduit le point d'actualités, qui déborde sur les initiatives consensuelles du G9 « Groupe des 9 organisations ».

Les attaques contre l'état de droit se multiplient dans de nombreux pays, de nombreux gouvernements démantèlent les normes du travail, remettent en cause les droits, les normes qu'ils considèrent comme des entraves pour faire fructifier l'argent alors qu'il s'agit de protection de l'environnement, de santé des populations, de principe de précaution des entreprises (appliquer les normes internationales pour, par exemple, ne pas faire travailler les enfants ou des esclaves).

La dette est passée de 2 260 euros par personne en 2017 à 3 305 € aujourd'hui, soit une augmentation de 46 %. Dans le même temps, les 10 % les plus riches ont doublé leur fortune pour atteindre 8 milliards d'euros, les 500 plus grandes fortunes l'ont augmenté depuis 1996 de 42 %, ont concentré les richesses et éclaté les inégalités.

La mise en place du PLFSS est annoncée sans remise en cause de la fiscalité, avec une année blanche, ce qui signifie reprendre le PLFSS de 2025 pour faire celui de 2026. Les recettes fiscales ont augmenté de 19,65 % et les dépenses de 14 % ... et pourtant c'est toujours le même constat pour le déficit, cela met en évidence l'ampleur des cadeaux fiscaux : 200 milliards sont donnés chaque année aux entreprises sans contreparties.

L'austérité est programmée : ne pas augmenter les recettes, comprimer les dépenses, diminuer les prestations sociales et le budget de la Sécu. La répartition de la TVA va, pour 20 %, aux Collectivités Territoriales pour compenser la suppression de la taxe d'habitation et à 35 % à la Sécu pour compenser en partie des exonérations de cotisations sociales.

Les retraité·es restent dans le viseur, avec une focalisation médiatisée sur l'abattement des 10 %, et maintenant la proposition du président du COR, Gilbert Cette, de repousser l'âge de départ en retraite à 66 ans, sans même évoquer les autres moyens d'équilibrer les comptes. La remise en cause des droits familiaux et conjugaux, les interventions de la Cour des comptes, font dire « la fête est terminée, il faut éteindre les lampions » sans préciser que seuls les riches ont des lampions, sans dresser l'échec de la politique économique, sans évoquer la désindustrialisation qui donne des brevets à la Chine, ni les plans sociaux dans le commerce, le social et l'animation.

Le mouvement social est à la peine, il s'avère difficile de le faire apparaître. C'est le rôle des retraité·es de le faire apparaître en octobre prochain, comme l'année dernière lorsque nous avons réussi une fois en octobre et deux fois en décembre, ce qui a entraîné la chute de Barnier, et la revalorisation des pensions. Le document de Solidaires montre que nous avons de nombreuses raisons de préparer l'action d'octobre : revalorisation des pensions, santé, année blanche, décisions désastreuses, ...

**La CGT** partage ce qui a été dit et y ajoute la montée des idées d'extrême-droite qui va avec. Le mouvement social est en difficulté, même si la CGT sort de son 5 juin qui n'a pas été à la hauteur des attentes. C'est dur dans les boîtes, le patronat bloque tout. Effectivement, un comité général de l'UCR-CGT se tient les 17 et 18 juin et aura des propositions, notamment une perspective d'actions en octobre sur le pouvoir d'achat et la Sécu, ainsi que des débats dans les territoires avec d'autres organisations.

**Solidaires** précise les attaques contre l'état de droit. Les positions prises par l'extrême-droite au pouvoir aux États-Unis, le pays le plus fort économiquement, le plus militarisé, le plus impérialiste ... libèrent les extrêmes droites partout dans le monde, encouragent Poutine, le gouvernement israélien, et incitent le milliardaire français Bernard Arnaud à vanter la politique des États-Unis. Leur politique va vers une concentration des fortunes sans limite, qui fait que le plus gros bouffe celui d'avant. Les milliardaires sont au pouvoir, ont le pouvoir économique et, désormais, ont aussi directement le pouvoir politique et leurs décisions accroissent les inégalités.

Solidaires rappelle le courrier envoyé au G9 qui énumérait les menaces et souhaitait une réaction avant la lointaine réunion du G9 d'aujourd'hui... Un argumentaire a été envoyé sur les conséquences de la suppression de l'abattement des 10 %, de l'indexation des pensions sur l'inflation, sur la remise en cause des droits familiaux et conjugaux (à ce moment, plusieurs organisations signalent l'avoir utilisé...). Nous sommes maintenant réunis le 10 juin, nous devons sortir de la réunion avec une perspective d'actions à la rentrée et des outils pour les préparer.

**La FSU** partage les interventions précédentes et y ajoute le gros travail sur la saisine du 1<sup>er</sup> ministre au sujet du rétablissement des comptes sociaux, de l'avenir de l'Assurance Maladie, de la protection sociale, en insistant sur les délais rapides et contraints pour travailler dans un schéma préétabli. Les rapports des 3 instances soulignent les carences, mettent en avant la prévention pour la santé, l'application de l'article 10 de la loi bien vieillir qui exige une programmation budgétaire sur 5 ans. Nous ne partageons pas toutes les réactions des hauts conseils (par exemple l'idée d'une assurance dépendance obligatoire), mais nous avons pu fournir du travail syndical de qualité. Nous pouvons maintenant aller au-delà d'un communiqué, essayer, à l'occasion de la préparation des lois PLF

2026 et PLFSS 2026, contrer la propagande médiatique sur la fin de l'indexation, les droits conjugaux et familiaux : nous pouvons réaliser un 4 pages pour la rentrée, un outil pour la mobilisation absolument nécessaire à la rentrée.

Le COR se réunit jeudi et le président va communiquer sur son idée de départ en retraite à 66 ans.

La montée de l'extrême-droite est très grave, des milliardaires ont la main sur les politiques et les organes de presse, ça rappelle la période de la montée du fascisme, ça le rappelle et on y va. Nous avons des sensibilités différentes à ce sujet, mais ce serait bien que l'on ne se taise pas, que l'on ne laisse pas passer ces idées.

**FO** est d'accord avec les précédents intervenants mais attire l'attention sur le risque de cultiver la morosité. Trump envoie 2000 gardes nationaux à Los Angeles, ce qui provoque des affrontements violents, mais la population s'oppose à l'expulsion des travailleurs migrants dont beaucoup travaillent et sont indispensables. Cette situation catastrophique montre que le système capitaliste libéral est au bout de ses contradictions.

Sur la retraite, on entend tout, le ministre des Finances dit non à Édouard Philippe qui prône la capitalisation. Qu'est-ce qui va sortir ? Que vont-ils oser ? Nous ne devons pas nous démoraliser. Les dockers CGT à Fos ont refusé de laisser partir des armes utilisées par l'extrême-droite en Israël et les dockers italiens de Gènes ont continué : il se passe des choses mais pas à la hauteur. Les menaces continuent avec le départ en retraite à 66 ans, devons-nous rédiger un 4 pages ? FO a réalisé une pétition FO sur les 10 % car il n'y avait pas consensus dans le G9 : nous avons 10 000 signatures sur le site Internet et plusieurs milliers en version papier. Des départements ont fait signer dans le cadre du G9, FO propose de relancer cette pétition sous le sigle des 9.

La CGT a précisé que ses instances vont discuter, mais si elle ciblait une proposition de dates, ce serait sympa d'en parler avant. Il ne faut pas que l'on apprenne la date par remontée des départements, ce qui est gênant. Le PLFSS aura encore son 49.3

**La CGT** proposera que l'action se situe dans la deuxième quinzaine d'octobre pour avoir le temps de la préparer. Elle est d'accord pour un 4 pages. Cathy ajoute un avis personnel : les mesures vont sortir, nous devons réagir par une conférence de presse à chaud (mais personne n'y vient..., nous pourrions au moins envoyer un communiqué).

**La CFE-CGC** remercie Solidaires qui alimente le G9 en arguments pour contrer le message des media. La suppression de l'abattement de 10 % coûterait, pour notre population spécifique, jusqu'à 1500 €. La TVA sociale a été bien étudiée par la FNAR (fédération nationale des associations de retraités), elle revient dans le conclave. Macron n'appuiera pas l'augmentation de l'âge de départ.

Elle est d'accord pour une manifestation en octobre, ce sera bien vu par ses retraités, d'accord pour une conférence de presse ou un communiqué. Le conclave discute sur l'indexation (c'est un glissement des organisations) et dit non à la suppression de l'abattement. Il faut préparer le maximum de munitions en les partageant entre nous. Au Conseil autonomie CNSA, les OS ont pris acte et des associations ont été contre. Ça va arriver au HCA, dont l'existence est menacée. Il devrait rester un secrétaire au HCA selon la CNSA.

**La CFTC** a regardé les subventions aux 41 membres du COR pour participer aux études : 160 € par séance, et 3 000 € par étude. Le CSR a versé 106 000 €, c'est bien payé pour raboter nos retraites. À quoi servent toutes ces commissions ? Il faut faire du ménage avant de taper sur les retraités. Un budget de 100 000 € sert à réfléchir sur l'antisémitisme pendant la guerre (et non maintenant, ce qui serait utile). Le conclave a été constitué pour baisser l'âge de départ en retraite, mais Cette, le président du COR, l'augmente à 66,5 ans. Le gouvernement cherche des économies sur les retraites pour acheter des armes. Elle est d'accord pour faire quelque chose en octobre car le gouvernement vise essentiellement les retraités, jamais les plus riches.

**LSR** est d'accord avec le contexte qui plombe l'ambiance et d'accord pour poursuivre. Toutes les propositions conviennent y compris celles pour octobre. Une conférence de presse ? Plutôt un communiqué, un argumentaire. Notre CA de demain définira les responsabilités. Elle est d'accord pour une pétition en tant que support pour l'été. Juin, juillet et août ne verra pas de mobilisation, mais est une bonne période pour préparer octobre.

**Ensemble & Solidaires** signale que la suppression de l'abattement de 10 % pénalise les plus démunis car il rend imposables des personnes qui ne l'étaient pas avant. La TVA sociale baisse le pouvoir d'achat et nuit à la bonne santé de la société. Les actifs cotiseraient pour leur retraite (capitalisation). CNSA : nous avons l'expérience du CDCA sans subvention, les bénévoles ne viendront plus s'il faut payer le déplacement.

**La CGT** rappelle des dates : la fin du conclave le 17 juin, ensuite les annonces de Bayrou où chaque organisation réagira et il faudrait une expression du G9 « pas à l'eau tiède genre 1<sup>er</sup> mai », nous devons avoir le plus grand dénominateur commun et non le plus petit. Nous pouvons commencer à avoir un avis sur ce qu'il va dire. Il faut ancrer la date d'octobre après avoir eu un regard sur les dates confédérales. Les retraités sont aussi concernés sur les fermetures d'entreprise. La situation internationale pèse, le rassemblement d'hier soir à Paris a été préparé en quelques heures.

**La FGR-FP** pense que le gouvernement va annoncer ses mesures en s'appuyant sur la société civile et en contournant le Parlement dont le rôle premier est pourtant de discuter et de voter le budget. On peut prévoir ces mesures.

Notre expression du 1<sup>er</sup> mai n'était pas de « l'eau tiède », elle a été écrite pour être signée le plus largement possible (huit organisations au total), plutôt que de n'avoir rien en commun et d'avoir 9 expressions différentes dont quelques-unes « très chaudes ». Le G9 doit aujourd'hui annoncer un appel à mobilisations dans la deuxième quinzaine octobre, ainsi les équipes du G9 auront la primeur de cette information. L'action portera au moins sur l'indexation des pensions, le maintien du pouvoir d'achat et de l'abattement des 10 %.

Nous sommes d'accord avec la proposition de FO de préparer octobre en relançant la pétition unitaire sur le 10 %, en tant que première phase de mobilisation.

D'accord aussi pour que le travail de Solidaires devienne un document du G9 qui insistera aussi sur les droits familiaux et conjugaux, ses raisons historiques dont la compensation des pertes dues à l'éducation des enfants, ... Ces éléments nous donneront le temps de respirer d'ici la prochaine réunion qui préparera l'action d'octobre.

**La FSU** signale un début octobre bien rempli avec convergence des services publics, le haut conseil et le CESE, nous devons donc viser la semaine avant les vacances.

**Solidaires** résume pour vérifier l'écriture du relevé de décisions : envoi des informations aux équipes par le relevé de décisions de notre réunion d'aujourd'hui et qui arrivera dans les départements dans quelques jours, envoi d'un communiqué de presse dès l'annonce des mesures par Bayrou mais dont le projet peut déjà être rédigé

pour l'essentiel très rapidement, relance de la pétition, rédaction d'un 4 pages argumentaire.

**La CGC** insiste sur les droits familiaux et conjugaux à ne pas oublier.

**La CGT** est d'accord pour la pétition contre la suppression des 10 %, à condition de l'étendre à autres menaces, notamment la baisse du niveau des pensions. La CGT aura sa pétition et la transmettra pour voir si le G9 est d'accord pour la reprendre. Le dossier Sécu est porté par les retraités, les actifs restent en retrait.

**Ensemble & Solidaires** rappelle le travail réalisé autour de la réponse à la saisine du 1<sup>er</sup> ministre. Elle est attachée à la Sécu, elle participera aux actions sur les 80 ans. Le capitalisme programme la destruction de la Sécu.

**FO** répond à la CGT qu'une autre pétition plus large n'est pas nécessaire. Sa pétition a déjà trois points dont le 10 % qui focalise l'attention (elle précise que l'explication que ce ne sont pas des frais professionnels lève un poids, il ne faut pas se laisser embobiner par le patronat). Elle propose de la continuer ensemble. Nous devons faire le tri dans les annonces, on a des positions précises que l'on peut reformuler. Une autre pétition pourra venir en septembre si d'autres éléments s'ajoutent aux 3.

La Sécu était financée par les cotisations, maintenant les cotisations représentent encore la moitié des recettes, ce qui donne encore une légitimité aux organisations syndicales, sinon, si les recettes ne venaient que de l'impôt, le gouvernement imposerait tout, ce serait « prenez ce que l'on vous donne ». Les économistes reconnaissent qu'il faudrait calculer une éventuelle capitalisation sur un quart de siècle. La cotisation fait de nous un salarié.

**Solidaires** précise que le communiqué doit évoquer toutes les menaces qui pèsent sur les personnes retraitées, rappeler nos revendications aussi sur la sécurité sociale, pour son renforcement et son élargissement, et les services publics, puis annoncer l'action d'octobre. Selon l'actualité, une mesure sera mise en évidence. Il est ajouté que, les impôts, c'est nous aussi qui les payons et nous avons notre mot à dire. L'Assurance Maladie est universelle, elle s'applique à des personnes qui n'ont jamais cotisé. Nous préparons deux expressions : une sur nos mobilisations, puis ensuite une en réponse aux annonces.

**La CFE-CGC** pense que les 10 % marquent plus car ils pèsent pour 4,6 Md. La CGC, défend les 10 % des retraités en les expliquant. Le crédit d'impôt n'était pas connu. L'Agirc Arrco a une manne qui a encore augmenté (100 Md)

**La FGR-FP** est d'accord pour le communiqué qui annonce maintenant l'action d'octobre et le G9 s'organisera ensuite dans les dates possibles. La CGT informera du créneau souhaité par l'UCR-CGT

## **Il est décidé :**

- **De réagir immédiatement aux annonces d'austérité du Premier ministre par l'envoi d'un communiqué qui se terminera par l'appel à notre action d'octobre** (Annie d'Ensemble & Solidaires prépare dès maintenant ce communiqué qui sera actualisé le moment venu). Ce communiqué rappellera nos revendications en matière de défense et d'amélioration de notre pouvoir d'achat, notre exigence d'une indexation de toutes les pensions sur l'évolution des prix, notre opposition à toute idée « d'année blanche », de mise en cause de l'abattement de 10% pour le calcul de l'impôt sur le revenu, d'augmentation de la CSG, de régression des droits familiaux et conjugaux. Alors que la sécurité sociale, qui a 80 ans en 2025, continue d'être attaquée, nous rappellerons nos propositions pour son renforcement et son élargissement et nous exigerons que les moyens soient donnés pour permettre un bon fonctionnement des services publics sur l'ensemble du territoire.
- **De faire signer une pétition pour le maintien de l'abattement des 10 %, la non-augmentation de la CSG, la revalorisation de toutes les pensions** au moins au niveau de l'inflation (Didier de FO transforme la pétition FO pour en faire une pétition du G9).
- **De fournir des outils de mobilisation aux équipes par l'envoi d'un argumentaire sur toutes les menaces qui visent les retraités et les retraités** : abattement de 10 %, année blanche, sous-revalorisation des pensions, augmentation de la CSG, TVA sociale, suppression du crédit d'impôts pour les aides à domicile, droits familiaux et conjugaux, ... (Patrice de Solidaires envoie un projet ; Annie d'Ensemble & Solidaires complète sur la dette et la Sécu).
- **De se revoir le mercredi 3 septembre** à 14 h dans les locaux de la FSU pour décider ensemble des modalités de l'action d'octobre.

## Bref bilan du 20 mars

La mobilisation sur une grande Région est problématique car les déplacements découragent. Il faut mobiliser là où sont les retraités. Il faut aussi tenir

compte des vacances scolaires car les grands-parents sont souvent « mobilisés » pour s'occuper des petits-enfants.

## Haut conseil de l'âge

**La CFE-CGC** rappelle que le message du G7 a été pris en compte dans la rédaction du texte du HCA. Marylène de la FSU a eu la possibilité d'intervenir la première.

**La CGT** demande de faire attention au piège. Le 1<sup>er</sup> ministre nous demande les leviers économiques pour trouver 40 Md d'euros d'économies. C'est difficile pour la CGT de lister au 1<sup>er</sup> ministre les économies qu'il doit faire. Dans notre expression,

nos propositions répondent à nos exigences, mais attention à la demande du 1<sup>er</sup> ministre de nous demander les économies. : ne nous lions pas les mains pour ne pas freiner la mobilisation.

**La CFTC** trouve aberrant de nous demander de diminuer le budget alors que nous sommes pour l'augmentation.

**La FGR-FP** insiste sur la contradiction en refusant de ne pas augmenter les recettes.

**Prochaine réunion** : mercredi 3 septembre à 14 h dans les locaux de la FSU.